

Colombie: à Cartagena, le maire veut rompre avec Veolia et relance le débat sur la gestion de l'eau.

Août 2026

Article: Rédaction Human Conet

Début juin, le maire de la ville caribéenne de plus d'un million d'habitants a annoncé la fin de "toute relation institutionnelle" avec le géant français. Il accuse l'opérateur d'avoir organisé intentionnellement les rationnements afin, selon lui, de pousser le district à financer une nouvelle usine de traitement. Aguas de Cartagena conteste cette lecture et attribue les restrictions à une prolifération de microalgues ayant réduit la capacité de traitement de la principale usine de la ville. Le bras de fer, désormais politique et judiciaire, remet en question trente ans de gestion mixte de l'eau à Cartagena et trouve un écho jusqu'en France.

Un ultimatum lancé sur les réseaux sociaux

Le 1er juin 2026, c'est par un message publié sur X que le maire de Cartagena, Dumek Turbay Paz, annonce vouloir mettre fin à trente et un ans de gestion mixte de l'eau dans la ville portuaire colombienne. Devant son conseil municipal, il déclare rompre "toute relation institutionnelle" avec Veolia, actionnaire et opérateur technique d'Aguas de Cartagena (Acuacar), la société chargée de la distribution de l'eau aux plus d'un million d'habitants de la ville.

En cause: des semaines de coupures tournantes, de baisses de pression et de plaintes concernant une eau trouble et sédimentée. Le maire estime que, malgré un avenant signé en 2015 prolongeant jusqu'en 2034 le contrat initié en 1995, la qualité du service ne s'est pas suffisamment améliorée.

Deux mois plus tard, le conflit est loin d'être clos. Il oppose désormais la mairie à l'un des plus grands groupes industriels français jusque devant les juridictions colombiennes, et pose une question qui dépasse largement les Caraïbes : celle du modèle même de gestion de l'eau face au dérèglement climatique et à l'accroissement des besoins urbains.

Cartagena, une ville coloniale à deux vitesses

Cartagena de Indias est connue dans le monde entier pour ses remparts coloniaux classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, ses hôtels de luxe, ses croisières et les sommets diplomatiques internationaux qu'elle accueille. Mais elle reste une ville profondément inégalitaire. Selon les données 2025 de l'institut national de statistique colombien (DANE), 34,6% de sa population vit sous le seuil de pauvreté monétaire et son indice de Gini avoisine 0,53, parmi les plus élevés de Colombie.

Cette fracture, héritée de la ségrégation raciale et spatiale de l'époque coloniale, se retrouve dans l'accès à l'eau. Dans le centre historique et les zones touristiques, l'approvisionnement est quasiment continu. Dans des quartiers périphériques comme El Pozón ou Nelson Mandela, ainsi qu'aux abords de la Ciénaga de la Virgen, largement peuplés de communautés afro-colombiennes, l'accès à l'eau courante demeure précaire, parfois complété par des citernes mobiles.

Des chercheurs colombiens parlent de "deux Cartagenas hydrauliques". La ville, qui compte un peu plus d'un million d'habitants, dépend par ailleurs à environ 90% d'une seule usine de traitement, celle d'El Bosque, une fragilité structurelle qui explique en partie l'ampleur de la crise actuelle.

De Aguas de Barcelona à Veolia, trente ans de gestion déléguée

L'histoire d'Aguas de Cartagena (Acuacar) commence en 1995, lorsque la ville liquide ses anciennes entreprises publiques de services, dans le sillage des réformes de libéralisation qui touchent alors l'ensemble des services publics colombiens.

A l'issue d'un appel d'offres international, la Sociedad General de Aguas de Barcelona (Agbar) est choisie pour exploiter le réseau pendant 26 ans, jusqu'en 2021. Le district de Cartagena conserve 50% du capital de la nouvelle société, Acuacar, tandis qu'Agbar devient son principal partenaire privé, aux côtés de partenaires minoritaires locaux.

En 2015, la municipalité prolonge par anticipation le contrat de treize années supplémentaires, jusqu'en 2034. Une décision aujourd'hui dénoncée par le maire Dumek Turbay, qui la juge précipitée et insuffisamment avantageuse pour la ville.

Entre-temps, l'actionnariat d'Agbar change de mains. À l'issue du rachat de Suez par Veolia, dont le groupe français prend le contrôle en janvier 2022, Agbar, jusqu'alors filiale de Suez, entre dans le périmètre de Veolia.

Agbar, désormais filiale de Veolia, détient 45,9 % du capital d'Acuacar, aux côtés du district de Cartagena (50 %) et d'actionnaires privés minoritaires (4,1 %). Veolia exerce par ailleurs le rôle d'opérateur au sein de la société mixte.

Présent en Colombie depuis une trentaine d'années, Veolia y emploie aujourd'hui plus de 7 800 personnes et fournit des services d'eau à 2,7 millions de personnes à travers dix-sept contrats, ainsi que des services de gestion des déchets à plus de 5,3 millions d'autres.

L'été 2026: rationnements, rupture et bataille juridique

La crise éclate au printemps 2026. Selon Acuacar, une prolifération inhabituelle de micro-algues, favorisée par des températures extrêmes, colmate les filtres de la station d'El Bosque et contraint l'entreprise à organiser des coupures sectorisées. D'après son directeur général, John Montoya, environ 15% des usagers sont concernés à tour de rôle.

La direction d'Acuacar invoque un phénomène climatique imprévisible, rappelant qu'un épisode comparable s'était déjà produit en 2023. Elle présente ses excuses aux usagers tout en écartant l'idée d'une responsabilité directe.

Le maire Turbay, lui, conteste cette lecture. Il dénonce une gestion structurellement défailante, un manque d'information concernant la nécessité de construire une nouvelle usine de traitement et un défaut de transparence de l'opérateur vis-à-vis de l'administration municipale.

Le 1er juin, il annonce la rupture des relations institutionnelles et le lancement d'actions judiciaires visant à mettre fin au contrat avant son échéance de 2034. Il présente parallèlement au Conseil municipal un projet de création d'une entreprise 100% publique, l'Empresa Oficial de Servicios Públicos Domiciliarios de Cartagena, appelé à reprendre à terme la gestion de l'eau et de l'assainissement, avec l'appui technique annoncé d'EPM, les Entreprises Publiques de Medellín.

Déposé devant le conseil municipal sous le numéro 116 de 2026, le projet a fait l'objet d'une audience publique le 15 juillet. À la fin du mois, son examen se poursuivait encore.

Dans un communiqué publié le 20 juillet, Véolia dénonce ce qu'il qualifie de campagne de désinformation et défend son bilan. Il met notamment en avant un indice sectoriel de qualité de service de 94,39%, attribué par la Superintendencia de Servicios Públicos, ainsi qu'un taux d'exécution de 76% des investissements prévus par un avenant contractuel de 2013, le solde devant, selon l'entreprise, être réalisé d'ici 2027.

Par ailleurs, le groupe alerte sur les conséquences juridiques et financières qu'aurait, selon lui, un démantèlement précipité du modèle actuel, invoquant la nécessité de préserver la confiance des investisseurs et la sécurité juridique du secteur.

Fait notable: au moment même où ce conflit s'anime à Cartagena, Veolia poursuit son expansion dans le pays. Le 30 juillet 2026, Veolia annonce un nouveau contrat à Cúcuta, dans le nord-est de la Colombie. Le groupe évalue le chiffre d'affaires moyen attendu à environ 100 millions d'euros par an sur vingt ans, soit quelque 2 milliards d'euros de carnet de commandes. Veolia indique avoir commencé à assumer la gestion du service à partir du 2 juillet.

Le contraste entre le bras de fer à Cartagena et l'expansion du groupe dans une autre grande ville illustre la place stratégique qu'occupe désormais la Colombie dans les activités latino-américaines de Véolia.

Une entreprise française, un symbol qui dépasse la Colombie

Pour la France, le conflit n'est pas anodin. Veolia est le principal opérateur d'eau au niveau mondial, une entreprise du CAC40 qui fait de la "transformation écologique" le coeur de son positionnement.

Paris constitue un précédent emblématique. Après vingt-cinq ans de délégation de la distribution à des filiales de Veolia et de Suez, les contrats privés prennent fin le 31 décembre 2009 et la régie Eau de Paris devient l'opérateur public unique le 1er janvier 2010. En mars 2011, son conseil d'administration décide une baisse de 8 % du tarif de la seule part eau potable. Au Conseil de Paris, les débats sur la remunicipalisation ont notamment porté sur l'évolution du prix de l'eau : une hausse de 289 % entre 1985 et 2009 était alors avancée, dont 174 % pour la part municipale du prix de l'eau.

De plus, le conflit de Cartagena intervient après une controverse environnementale touchant les activités colombiennes de Véolia. En **mars 2025**, l'ONG Global Witness a diffusé des images tournées clandestinement montrant, selon l'enquête, des employés de l'entreprise pompant des lixiviats non traités depuis une décharge vers une zone humide protégée.

Véolia a contesté ces conclusions et présenté ses propres analyses, réalisées semestriellement par un laboratoire indépendant colombien, qui n'aurait pas détecté de mercure sur le site.

L'affaire intervient alors que le cadre européen encadrant la responsabilité des multinationales et leur devoir de vigilance fait lui-même l'objet de débats et de tentatives d'assouplissement à Bruxelles.

Eau, Climat, Biens Communs : Un débat qui dépasse la Colombie.

Le bras de fer de Cartagena s'inscrit dans une remise en cause plus large de certains modèles de gestion privée de l'eau. Des organisations comme le Transnational Institute ou l'Observatoire des Multinationales recensent plusieurs centaines de cas de remunicipalisation à travers le monde.

En 2010, les Nations Unies ont reconnu l'accès à une eau potable et à l'assainissement comme un droit humain. Les organisations non gouvernementales,

dont Oxfam France, alertent parallèlement sur l'aggravation des tensions liées à la disponibilité de la ressource sous l'effet du changement climatique : selon leurs estimations, une personne sur trois dans le monde manque déjà d'un accès à un eau salubre.

Certains États ont été plus loin. En 2016, la Slovénie a par exemple inscrit dans sa Constitution l'interdiction formelle de la privatisation des ressources en eau et des réseaux d'approvisionnement.

À Cartagena, la crise est survenue dans un contexte de températures extrêmes et a révélé la vulnérabilité d'une ville dépendant presque entièrement d'une seule grande usine de traitement. Elle met ainsi en lumière des fragilités qui ne relèvent pas uniquement du statut public ou privé de l'opérateur mais aussi du niveau des investissements, de la gouvernance du service et de sa capacité d'adaptation au changement climatique.

Ce que révèle, et ne résout pas, la rupture de Cartagena

À ce stade, la rupture annoncée par Dumek Turbay reste avant tout politique et judiciaire. Veolia demeure actionnaire d'Acuacar, le contrat court juridiquement jusqu'en 2034, et le projet d'entreprise publique doit encore franchir plusieurs étapes avant de pouvoir se concrétiser.

Les arguments des deux parties sont contraires. Le district insiste sur les interruptions de service, les insuffisances opérationnelles qu'il impute à l'entreprise et le mécontentement d'une partie de la population. Véolia lui oppose des indicateurs réglementaires globalement favorables et alerte sur les risques d'une remunicipalisation précipitée.

L'expérience parisienne montre qu'une reprise publique du service est possible et qu'elle peut même permettre une baisse des prix de la gestion de l'eau, mais qu'elle suppose une préparation institutionnelle, technique et financière importante.

Au-delà du devenir de Veolia à Cartagena, la ville se trouve confrontée à une question qui dépasse largement ses frontières : comment garantir durablement l'accès à l'eau, dont nous dépendons toutes et tous, dans un monde profondément inégalitaire et à l'heure du changement climatique ?

Notes et références

I. La ruptura Cartagena–Veolia (juin–juillet 2026)

1. El Nuevo Siglo, « Cartagena rompe relaciones con empresa de servicios de acueducto », 1er juin 2026.

<https://www.elnuevosiglo.com.co/nacion/cartagena-rompe-relaciones-con-empresa-de-servicios-de-acueducto>

2. Alcaldía Mayor de Cartagena de Indias, « Alcalde Dumek Turbay rompe con Aguas de Cartagena y Veolia: anuncia acciones legales y propone una empresa pública para manejar el agua en la ciudad », communiqué officiel, 1er juin 2026.

<https://www.cartagena.gov.co/noticias/alcalde-dumek-turbay-rompe-aguas-cartagena-veolia-anuncia-acciones-legales-propone-una-empresa-publica-para-manejar-el-agua-ciudad>

3. Semana, « Dumek Turbay anuncia ruptura de relaciones institucionales y plantea que Cartagena asuma el control del agua: "Veolia se va" », 1er juin 2026.

<https://www.semana.com/nacion/cartagena/articulo/dumek-turbay-anuncia-ruptura-de-relaciones-institucionales-y-plantea-que-cartagena-asuma-el-control-del-agua-veolia-se-va/202600/>

4. El Tiempo, « Cartagena: pulso entre el Palacio de la Aduana y Veolia por la prestación del suministro de agua se iría a los tribunales », 3 juin 2026.

<https://www.eltiempo.com/colombia/otras-ciudades/cartagena-pulso-entre-el-palacio-de-la-aduana-y-veolia-por-la-prestacion-del-suministro-de-agua-se-iria-a-los-tribunales-3561865>

5. El Universal (Cartagena), « Dumek Turbay rompe relaciones con Acuacar y Veolia: anunció acciones legales », 1er juin 2026.

<https://www.eluniversal.com.co/cartagena/2026/06/01/dumek-turbay-rompe-relaciones-con-acuacar-y-veolia-anuncio-acciones-legales/>

6. El Universal (Cartagena), « Acuacar responde tras anuncio de Dumek Turbay de romper relaciones con Veolia », 3 juin 2026.

<https://www.eluniversal.com.co/cartagena/2026/06/03/acuacar-responde-tras-anuncio-de-dumek-turbay-de-romper-relaciones-con-veolia/>

7. El Universal (Cartagena), « Quiebre entre Alcaldía y Veolia: ¿cuál será el futuro de Aguas de Cartagena? », 9 juin 2026.

<https://www.eluniversal.com.co/cartagena/2026/06/09/quiebre-entre-alcaldia-y-veolia-cual-sera-el-futuro-de-aguas-de-cartagena/>

8. Las2orillas, « Por qué el alcalde de Cartagena rompió el contrato con Veolia, la francesa que maneja el agua en el Caribe », 4 juin 2026.

<https://www.las2orillas.co/por-que-el-alcalde-de-cartagena-rompio-el-contrato-con-veolia-la-francesa-que-maneja-el-agua-en-el-caribe/>

9. La República, « Alcaldía de Cartagena rompió relaciones con Veolia, socio operador de Acuacar », 2 juin 2026.

<https://www.larepublica.co/economia/alcaldia-de-cartagena-rompio-relaciones-con-veolia-socio-operador-de-acuacar-4405383>

10. El Herald, « Dumek Turbay rompe relaciones con Veolia y propone que Cartagena asuma el control del agua », 1er juin 2026.
<https://www.elheraldo.co/region-caribe/cesar/2026/06/01/dumek-turbay-rompe-relaciones-con-veolia-y-propone-que-cartagena-asuma-el-control-del-agua/>
11. El Universal (Cartagena), « Cartagena tendrá nueva empresa pública de acueducto 100% pública, respaldada por EPM », 15 juillet 2026.
<https://www.eluniversal.com.co/cartagena/2026/07/15/nueva-empresa-publica-de-acueducto-de-cartagena-tendra-el-respaldo-de-epm/>
12. El Tiempo, « Alcaldía de Cartagena presenta proyecto para crear empresa pública de servicios y asumir la gestión del agua y el aseo: "Veolia se va", Dumek Turbay », 11 juillet 2026.
<https://www.eltiempo.com/colombia/otras-ciudades/alcaldia-de-cartagena-presenta-proyecto-para-crear-empresa-publica-de-servicios-y-asumir-la-gestion-del-agua-y-el-aseo-veolia-se-va-dumek-turbay-3570657>
13. El Universal (Cartagena), « Veolia defiende su gestión frente a Aguas de Cartagena ante cuestionamientos », 21 juillet 2026.
<https://www.eluniversal.com.co/cartagena/2026/07/21/veolia-defiende-su-gestion-frente-a-aguas-de-cartagena-ante-cuestionamientos/>
14. 724 Noticias, « Veolia rompe el silencio sobre el futuro del agua en Cartagena / Acuacar », 21 juillet 2026.
<https://724noticias.com.co/2026/07/21/veolia-rompe-silencio-futuro-agua-cartagena-acuacar/>
15. El Universal (Cartagena), « Sigue debate en el Concejo por proyecto para crear empresa de servicios públicos », 28 juillet 2026.
<https://www.eluniversal.com.co/cartagena/2026/07/28/sigue-debate-en-el-concejo-por-proyecto-para-crear-empresa-de-servicios-publicos/>

II. Histoire du contrat : Agbar → Suez → Veolia

16. El Universal (Cartagena), « El Distrito prorroga por 13 años el contrato a Aguas de Cartagena », 27 mars 2015.
<https://www.eluniversal.com.co/cartagena/2015/03/27/el-distrito-prorroga-por-13-anos-el-contrato-a-aguas-de-cartagena/>
17. Alerta DH / OMAL, fiche entreprise « Acuacar ».
<https://alertadh.org/es/empresa/acuacar/>
18. Alerta DH / OMAL, fiche cas « Acuacar » (prórroga contractuelle de 2015 et condamnation de la Procuraduría contre l'ancien maire Dionisio Vélez).
<https://alertadh.org/es/caso/acuacar/>
19. Viaempresa.cat, « La lucha por Agbar: el desenlace », 3 avril 2026.

https://www.viaempresa.cat/es/empresa/lucha-por-agbar-desenlace_2232782_102.html

20. Wikipédia, « Veolia » (données financières et historiques du groupe : fondation en 1853 sous le nom de Compagnie Générale des Eaux, chiffre d'affaires, effectifs).

<https://en.wikipedia.org/wiki/Veolia>

21. Wikipédia, « Grupo Agbar »

https://es.wikipedia.org/wiki/Grupo_Agbar

22. **Business Wire / Veolia**, communiqués de presse sur l'OPA et la fusion avec Suez (2020-2022) — sélection de communiqués officiels consultables sur businesswire.com, dont :

- « Veolia renforce son intention concernant le dépôt de son projet d'offre publique d'acquisition », 2 novembre 2020 —

<https://www.businesswire.com/news/home/20201102006109/fr/>

- « Veolia et SUEZ ont signé un accord de rapprochement... », 14 mai 2021 —

<https://www.businesswire.com/news/home/20210514005555/fr>

- Communiqué sur la finalisation des cessions liées aux remèdes antitrust, 30 novembre 2022 — <https://www.businesswire.com/news/home/20221130005937/fr>

23. Veolia, communiqué de presse, « Veolia renforce son leadership en Amérique latine » (nouveau contrat pour l'eau à Cúcuta, Colombie).

<https://www.veolia.com/fr/nos-medias/nos-communiques-presse/veolia-renforce-leadership-amerique-latine-contrat-eau-cucuta-colombie>

III. Le précédent parisien et la remunicipalisation de l'eau

24. Reporterre, « Comment Paris a repris le contrôle de la gestion de l'eau », 8 octobre 2019.

<https://reporterre.net/Comment-Paris-a-repris-le-controle-de-la-gestion-de-l-eau>

25. Transnational Institute (TNI), « Eau publique, eau d'avenir » (version française du rapport *Our Public Water Future*).

<https://www.tni.org/fr/node/14468>

26. Observatoire des multinationales, « La vague ascendante de la remunicipalisation de l'eau », avril 2015 (entretien avec Anne Le Strat).

<https://multinationales.org/Rapport-La-vague-ascendante-de-la-remunicipalisation-de-l-eau>

27. Observatoire des multinationales / TNI et partenaires, *Eau publique, eau d'avenir — L'expérience mondiale de la remunicipalisation*, texte intégral (PDF).

<https://multinationales.org/IMG/pdf/ourpublicwaterfuture-fr.pdf>

28. **Coordination Eau Île-de-France**, « Quelle réalité du phénomène de remunicipalisation ? ».

<https://eau-iledefrance.fr/quelle-realite-du-phenomene-de-remunicipalisation/>

29. Anne Le Strat, *Une victoire face aux multinationales — Ma bataille pour l'eau de Paris*, Les Petits Matins, 2015.

IV. Le débat international : droit à l'eau, climat, multinationales

30. Politis « "Le droit à une eau saine est directement menacé par des multinationales" » — entretien avec Quentin Ghesquiere (Oxfam France) sur le rapport *La Soif du profit*, 25 mars 2024.

<https://www.politis.fr/articles/2024/03/le-droit-a-une-eau-saine-est-directement-menace-par-des-multinationales/>

31. Oxfam France, rapport « La soif du profit : quand le secteur privé accapare notre eau ».

<https://www.oxfamfrance.org/rapports/la-soif-du-profit-quand-le-secteur-prive-accapare-notre-eau/>

32. FranceInfo, « Droit à l'eau » (cas de la Slovénie, constitutionnalisation de 2016).

https://www.franceinfo.fr/monde/europe/la-slovenie-fait-de-l-eau-potable-un-bien-qui-ne-peut-etre-privatisable_3061609.html

33. Global Witness, enquête sur les rejets de polluants de Veolia dans une zone humide protégée en Colombie (Barrancabermeja), mars 2025.

<https://globalwitness.org/es/campaigns/land-and-environmental-defenders/colombia-report-es/>

34. Assemblée nationale, question écrite n° 6635 de M. Hadrien Clouet, « Colonialisme toxique de Veolia en Colombie », 17e législature (reprend les éléments de l'enquête de Global Witness sur le site de Barrancabermeja).

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE6635.pdf>

V. Pauvreté, inégalités et données démographiques de Cartagena

35. **Revista Metro**, « Cartagena y el agua », par Álvaro Viloria Romero, mai 2026 (pobreza monetaria 41,1 %, indice de Gini 0,525, DANE 2024).

<https://revistametro.co/2026/05/cartagena-y-el-agua/>

36. Revista Metro, « Cartagena de Indias: desigualdad estructural, desafíos sociales y rutas para una transformación inclusiva », par Álvaro Viloria Romero, novembre 2025 (Gini ≈ 0,48 ; pauvreté par quartier).

<https://revistametro.co/2025/11/cartagena-de-indias-desigualdad-estructural-desafios-sociales-y-rutas-para-una-transformacion-inclusiva/>

37. La República, « El Dane reveló que Bogotá y Cartagena tienen el mayor coeficiente de desigualdad », 18 juillet 2024 (Gini Cartagena 2023 : 0,526).

<https://www.larepublica.co/economia/bogota-y-cartagena-son-las-ciudades-con-mayor-coeficiente-de-desigualdad-3909960>

38. DANE, Boletín técnico — Pobreza monetaria 2024.

<https://www.dane.gov.co/files/operaciones/PM/bol-PM-2024.pdf>

39. DANE, Boletín técnico — Pobreza monetaria 2025 (Gini Cartagena en baisse à 0,486).
<https://www.dane.gov.co/files/operaciones/PM/bol-PM-2025.pdf>

40. Alcaldía de Cartagena, « Cartagena frenó en 2024 la tendencia al alza de la pobreza extrema ».
<https://www.cartagena.gov.co/noticias/cartagena-freno-2024-tendencia-alza-pobreza-extrema>

41. Alcaldía de Cartagena, « La población en Cartagena comenzará a decrecer desde 2026, según proyecciones del DANE » (1 010 995 habitantes en 2026).
<https://www.cartagena.gov.co/noticias/poblacion-cartagena-comenzara-decrecer-desde-2026-segun-proyecciones-dane>

42. Alcaldía de Cartagena — Secretaría de Planeación Distrital, « Anuario estadístico — Pobreza en Cartagena ».
<https://planeacion.cartagena.gov.co/anuario-estadistico/pobreza>